



Bruxelles, 2 novembre 2020

## À TOUTES LES ORGANISATIONS MEMBRES

### APPEL D'ACTION URGENTE – COLOMBIE

#### Nouvelles menaces de mort à l'encontre des dirigeant·e·s du syndicat de l'éducation FECODE

Chers·ères collègues,

L'Internationale de l'Éducation (IE) encourage ses affiliés et la communauté des enseignant·e·s à exprimer leur indignation face aux nouvelles menaces de mort reçues par les membres du comité exécutif du syndicat colombien de l'éducation FECODE (Federación Colombiana de Educadores).

Le 26 octobre, 15 élu·e·s du comité exécutif de la FECODE et Diógenes Orjuela, président de la Confédération syndicale CUT et ancien enseignant et dirigeant de la FECODE ont reçu une menace de mort sous forme d'une couronne funéraire avec les mots «repose en paix». Seize cierges et 16 avis nécrologiques avec le nom de chaque dirigeant syndical ciblé ont également été remises au domicile de Carlos Rivas, secrétaire aux affaires juridiques de la FECODE.

Ces menaces font suite aux actions nationales menées par les syndicats concernant les crises sociale, sanitaire, éducative et économique dans le pays. FECODE mène également des initiatives pour défendre l'école publique et la démocratie et pour promouvoir le concept d'écoles comme zones de paix (territorios de paz) par le biais de dialogues communautaires. Le syndicat enseignant est également très engagé en faveur d'une mise en œuvre complète de l'accord de paix.

Les démarches des autorités pour flexibiliser l'emploi, réduire le champ de la négociation collective et limiter le droit de grève, ont été de pair avec une campagne systématique de diffamation et de haine sur les réseaux sociaux pour tenter de faire taire les enseignant·e·s et leurs syndicats.

La FECODE et *Escuela Nacional Sindical* ont collecté (voir [publication](#) en espagnol) 6.119 cas de violations du droit à la vie, de l'intégrité physique et de la liberté des syndicalistes enseignants en Colombie entre 1986 et 2016. Il s'agit notamment de 990 meurtres, 78

disparitions forcées et 49 tentatives d'assassinats, en plus des 3000 cas de menaces et plus de 1500 déplacements forcés.

L'IE et son Comité régional d'Amérique latine ont exprimé leurs graves préoccupations concernant le manque chronique de sécurité des personnels enseignants et des syndicalistes en Colombie et ont adressé des lettres officielles au Président colombien Iván Duque pour exiger des mesures de protection immédiates pour la direction de FECODE. L'IE a également alerté les agences des Nations Unies, dont l'OIT, l'UNESCO et la Commission des droits humains. L'IE a également informé l'ensemble des syndicats et de la communauté de protection des droits humains de la situation.

**L'IE invite votre organisation à agir** sans tarder pour tenir le gouvernement colombien responsable de garantir la vie des dirigeants de la FECODE en :

- Envoyant une lettre de protestation au Président Iván Duque ([lettre modèle jointe](#)) et en copiant l'IE;
- Alertant votre gouvernement et la représentation diplomatique de votre pays en Colombie, pour demander un dialogue sur ces questions avec les autorités ;
- Encourageant vos membres à signer la pétition en ligne de LabourStart <http://www.labourstart.org/go/fecode>
- Donnant de la visibilité à la situation des enseignant·e·s colombiens sur vos site web et réseaux sociaux.

Je vous remercie de votre solidarité et vous encourage à tenir l'IE informée de vos actions en faveur de nos collègues colombiens.

Avec toute ma solidarité,



David Edwards  
Secrétaire général